

Retrait de l'expérimentation Macron-Blanquer à Marseille comme ailleurs !

à Montreuil, le 6 octobre 2021

En visite à Marseille le 2 septembre, le président Macron a annoncé une expérimentation à Marseille. Dans 50 écoles de la ville, dès la rentrée 2022, les directeurs d'écoles devraient recruter les autres enseignants de l'école et mettre en place des fonctionnements et des rythmes scolaires locaux en lien avec les acteurs extrascolaires. Ce dispositif serait amené à être généralisé.

Le président Macron veut également mettre en place des « micro-structures » dans le 2nd degré où les personnels, en dehors de tout cadre national, seraient amenés à enseigner à des groupes d'élèves sur la base d'organisation locales, en plus de leurs obligations de service.

Pour la FNEC FP-FO, l'expérimentation Macron constitue une attaque sans précédent contre l'Ecole Publique, contre nos statuts. Elle porte à son paroxysme la logique de territorialisation, de déréglementation et de privatisation contenue dans la loi Rilhac, dans les Cités Educatives et dans la loi Blanquer.

Mais cette annonce suscite une résistance chez les personnels.

Ainsi, 40 premières écoles de Marseille ont annoncé leur refus de rentrer dans cette expérimentation. Elles indiquent notamment : « *Nous refusons d'entrer dans l'expérimentation proposée par Emmanuel Macron (...) Et nous appelons l'ensemble des écoles à boycotter massivement cette proposition. (...) Il est inconcevable pour nous d'accepter que les directeurs puissent choisir les équipes pédagogiques. (...) Mais il est aussi inconcevable pour nous d'accepter la logique de contractualisation des moyens. Il est enfin inconcevable pour nous d'accepter l'explosion du cadre de l'Ecole républicaine* »

Ces 40 écoles ont raison ! La FNEC FP-FO les soutient sans réserve !

Partout en France, des motions reprenant l'exigence de l'abandon de cette expérimentation, ainsi que de la loi Rilhac, sont adoptées par les personnels, dans les réunions syndicales dans les Yvelines, le Lot-et-Garonne, l'Hérault, La Réunion, le Val-de-Marne, La Haute-Garonne, le Pas-de-Calais, l'Indre-et-Loire...

La FNEC FP-FO appelle à amplifier cette campagne de prises de position dans les écoles, les établissements et les services, pour exiger l'abandon immédiat de l'expérimentation Macron. Nous n'en voulons ni à Marseille, ni ailleurs ! Tous les personnels de l'Education Nationale sont en état de légitime défense !



Le Président Macron prévoit de revenir à Marseille en octobre pour contrôler l'avancement de son projet. La FNEC FP-FO sera aux côtés de ses syndicats et des personnels mobilisés pour le retrait.